

<http://www.pressegauche.org/France-Nouvelle-Caledonie-Le-bilan-politique-de-l-Accord-de-Noumea-est-un-echec>



France, Nouvelle Calédonie Le bilan politique de l'Accord de Nouméa est un échec selon le R.I.N.



- International - Océanie -
Date de mise en ligne : mardi 3 avril 2018

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Réunis en conférence de presse ce matin¹ au Charley à la Vallée-du-Tir, les membres du Rassemblement des Indépendantistes et Nationalistes (R.I.N.) dressent son bilan politique de l'Accord de Nouméa (ADN) en affirmant que c'est un échec.

tiré de : Entre les lignes et les mots 2018 - 13 - Notes de lecture, textes et pétitions

Pourquoi ce thème. « Lors du dernier Comité des signataires tenu à Paris le 2 novembre 2017, il a été convenu d'un bilan politique de l'ADN. Cela doit se faire par une actualisation du bilan réalisé en 2012. Au prochain Comité des signataires à Paris le 27 mars, il sera question à l'ordre du jour de ce bilan politique de l'ADN. Or, il semble que la société calédonienne et ses composantes, notamment le peuple kanak, n'ont pas été auditionnés pour ce bilan politique ». Le R.I.N. apporte donc son appréciation du bilan politique de l'ADN.

¶Le résumé des travaux de réflexion. « 20 ans après la signature de l'ADN, à quelques mois de la consultation référendaire prévu le 4 novembre 2018 et à quelques jours du Comité des signataires du 27 mars 2018. »

¶Quatre thèmes sur lesquels les indépendantistes et nationalistes fondent leur analyse. « Le processus institutionnel et ses fondamentaux ; le modèle économique et les objectifs d'émancipation ; les enjeux de la démographie et les impacts sur les corps électoraux. »

¶« En fonction des objectifs politiques convenus lors de la signature de l'ADN, le chemin demeure inachevé dans la mise en oeuvre : transfert de compétence de l'article 27 (Enseignement supérieur, audiovisuel, contrôle de légalité des provinces et des communes), ADRAF, formation de cadres et autres.

¶D'une manière générale, la Nouvelle-Calédonie se dote de moyens, se construit et se responsabilise de plus en plus vis-à-vis de la puissance de tutelle.

¶S'agissant des objectifs fondamentaux, les dispositions formelles ont été en grande partie réalisées du fait, il faut le reconnaître, de leur caractère juridique obligatoire (transfert de compétences obligatoire, rééquilibrage spatial, ...).

¶Par contre, des dispositifs n'ont pas pu être mis en oeuvre en raison de oppositions systématiques d'un des partenaires historiques de l'ADN, à savoir la droite coloniale, et des interprétations juridiques bien souvent contradictoires, laissant ainsi des marges de manoeuvres à l'Etat français pour renforcer sa tutelle.

¶Pour autant, les représentants du mouvement indépendantiste, par manque de cohérence et de suivi n'ont pas su défendre les intérêts du peuple kanak dans l'esprit et la lettre de l'Accord de Nouméa.

¶Par ailleurs, de cette responsabilité importante acquise (compétence transférées aux institutions locales), la droite coloniale avec la complicité de l'Etat, par le biais des politiques publiques, n'a pas été à la hauteur des enjeux concernant les kanak. Ainsi, l'objectif de rééquilibrage, notamment vis-à-vis du peuple kanak, dans multiples domaines (emploi public et privé, formation ...) n'est pas atteint.

¶Sur le plan du développement économique, la Nouvelle-Calédonie s'est contentée de poursuivre et perpétuer un modèle économique colonial basé sur la dépendance vis-à-vis de la France qui a renforcé les inégalités sociales les

France, Nouvelle Calédonie Le bilan politique de l'Accord de Nouméa est un échec selon le R.I.N.

plus criantes pour l'ensemble des citoyens calédoniens.

¶ Sur le plan de l'identité kanak, le peu de mesures prises n'ont manifestement pas permis une meilleure reconnaissance, pourtant indispensable puisque préalable à la construction de Kanaky.

¶ La forte immigration voulue par l'Etat français, a rendu minoritaire le peuple kanak et les diverses modifications de la loi organique n'ont fait qu'aggraver cette situation. Ainsi, les corps électoraux pour les élections provinciales et référendaires rendent les scrutins non sincères.

¶ En conclusion, au vu de son analyse, le R.I.N. affirme que le bilan politique de l'Accord de Nouméa est un échec. »

¶ Ils l'ont réaffirmé ce matin², l'objectif du référendum d'autodétermination est que « 2018 c'est possible », pour cela des conditions doivent être réunies : la démarche unitaire, un corps électoral référendaire sincère, une organisation digne de ce nom, des réponses claires, rassurantes et sincères pour la population. Une feuille de route jusqu'en septembre. Le premier séminaire s'est focalisé sur « le bilan politique de l'ADN ». Il reste deux séminaires, le 7 avril prochain avec comme thème « le processus de décolonisation à Iaaï », le 2 ou 9 juin, la date n'étant pas arrêtée mais ils réfléchiront sur « l'unité en Province Nord ». Des mobilisations sur le terrain. Le 1er mai, la venue de Macron prévue en début de mai, les 30 ans d'Iaaï, le 18 mai à Uvanu, le 9 août, le 24 septembre. La question de la sincérité : fin août

http://ustke.org/actualites/actualite-politique/Le-bilan-politique-de-lAccord-de-Noumea-est-un-echec-selon-le-R.I.N.-at_943.html

1 Vendredi 23 mars 2018

2 Vendredi 23 mars 2018